Quatrième semaine de blocage du site des déchets de Prunelli

Tout tremble et rien ne bouge. Pour l'instant, les élus du Fium'Orbu-Castellu campent sur leurs positions. Et l'appel à la reprise du dialogue, lancé par l'Exécutif de Corse, n'a été suivi d'aucune proposition de rencontre

On aurait pu s'attendre à un nouvel épisode dans la crise des déchets. Bloqué depuis le 20 août par les élus de la communauté de communes du Fium'Orbu-Castellu, le centre d'enfouissement de Prunelli tourne toujours au ralenti. Il n'accepte en effet - et pour la quatrième semaine consécutive - que les camions en provenance du territoire communautaire et quelques poids lourds transportant des matières recyclables. Et contrairement à toute prévision, il n'y a eu aucune annonce de nouvelle réunion entre la majorité régionale et les élus locaux. Lundi dernier, au cours d'une réunion publique à Migliacciaru, l'Exécutif, représenté notamment par le président de l'office de l'environnement, François Sargentini, avait appelé à la reprise du dialogue avec les élus du territoire. Tout en affirmant qu'ils n'étaient pas opposés à se rasseoir à la table des discussions, ces derniers avaient émis quelques conditions préalables. Ils souhaitaient notamment connaître le plan déchets de la CdC et s'étaient réunis pour rédiger un courrier en ce sens au président de l'Exécutif. Un courrier qui n'a finalement été expédié qu'hier matin à son destinataire.

Bloqué par les élus du Fium'Orbu-Castellu, qui refusent toute nouvelle hausse des volumes, le centre d'enfouissement des déchets de Prunelli fonctionne au ralenti pour la quatrième semaine consécutive. / PHOTO STÉPHANE GAMANT

Le *statu quo* actuel n'a donc rien de surprenant. Il l'est d'autant moins que, pour l'instant en tout cas, le blocage du centre d'enfouissement de Prunelli ne dérange pas grand monde, hormis quelques collectivités non adhérentes au Syvadec, ce dernier ayant décidé, dans les derniers jours d'août, de réorienter les déchets résiduels de ses communes adhérentes sur Viggianellu. Il faudra probablement attendre la fin de la semaine pour savoir comment la situation est susceptible d'évoluer. Après un premier appel d'offres infructueux, la seconde procédure pour l'exportation de 20 000 à 50 000 tonnes de déchets par an s'achève le 14 septembre.

I. V.